

Le nouvel ordre mondial et la démocratie

ou les années 1970-2020 expliquées à mes petits-enfants

Préambule

Le 20 Novembre 2019, sur une antenne nationale, j'ai entendu François Ruffin citer cette phrase de Samuel Huntington devant la Trilateral en 1975:

« Le problème dans toutes les démocraties occidentales, c'est qu'il y a trop de démocratie, le peuple se prend au sérieux. Or, pour en finir avec cette attitude et pour que les dirigeants puissent diriger, il faut installer de l'apathie politique. » Samuel Huntington

NB : L'apathie est un état émotionnel caractérisé par un manque d'intérêt à l'égard de situations ou de l'entourage

Surprise devant un tel cynisme affiché devant les puissants de ce monde dès les années 70, je me suis demandé dans quel contexte il avait prononcé cette phrase : il s'agissait, semble-t-il, de l'exposé par Samuel Huntington, Michel Crozier et Joji Watanuki devant la Conférence de la Trilateral de 1975, d'un rapport écrit par les deux premiers (*The Crisis of Democracy: On the Governability of Democracies*) New York University Press, 1975). Huntington est professeur de science politique, c'est donc normal qu'il s'intéresse à la démocratie. Le Huntington du Choc des civilisations, c'est beaucoup plus tard, en 1993.

Sur ce que pouvait signifier l'apathie politique pour Huntington, je n'ai pas trouvé grand-chose. Sur le contenu même du rapport, j'ai trouvé un site québécois intitulé Météo politique avec un article de Claude Julien paru dans un Monde diplo de 1976, qui éclaire un peu la question et où il analyse ce fameux rapport sur la démocratie et en cite de nombreux passages.

<http://meteopolitique.com/Fiches/democratie/oligarchie/Analyse/Claude-Julien/Quand-les-contestataires-sont-juges-dangereux-la-democratie-s-erode.htm>

Selon Julien, en 1975, les "décideurs" occidentaux s'inquiétèrent: et si l'extension de la démocratie venait à menacer un libéralisme dont l'essence même est censitaire? Ils s'employèrent alors avec succès à ce que les choses rentrent dans l'ordre.... Selon lui, toujours : un heureux concours de circonstances a permis aux sociétés démocratiques d'accomplir de belles performances entre 1950 et 1975, mais ces conditions favorables ont disparu. Pourquoi ont-elles disparu ? Réponse des rapporteurs :

« Au cours des années récentes, le fonctionnement de la démocratie semble incontestablement avoir provoqué un effondrement des moyens traditionnels de contrôle social, une délégitimation de l'autorité politique et des autres formes d'autorité, et une surcharge d'exigences adressées au gouvernement, exigences qui excèdent sa capacité de les satisfaire. (p. 8 du texte de la Commission Trilateral) [c'est moi qui souligne] et ils ajoutent :

«Le fonctionnement effectif du système politique démocratique requiert habituellement une certaine mesure d'apathie et de non - participation de la part de quelques individus et groupes. Dans le passé, chaque société démocratique a eu une population marginale, numériquement plus ou moins importante, qui n'a pas activement participé à la vie politique. En elle-même, cette marginalisation de certains groupes est antidémocratique par nature, mais elle a aussi été l'un des facteurs qui ont permis à la démocratie de fonctionner effectivement. Des groupes sociaux marginaux, les Noirs par exemple, participent maintenant pleinement au système politique. Et le danger demeure de surcharger le système politique d'exigences qui étendent ses fonctions et sapent son autorité». (p. 114)

Conclusion des auteurs du rapport : « **Nous en sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique. Il a aussi des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique**». (p. 115).



En effet, comme le dit Julien, tout le contexte de la fin des années 60 constitue un électrochoc pour les élites libérales mondialisées : l'émergence de nouvelles classes contestataires risquait, par leur expression démocratique de remettre en cause l'ordre qu'ils tentaient de consolider. Il s'agissait donc pour eux, de mettre rapidement le hola, par tous les moyens possibles, à cette dérive contestataire de la démocratie.

Pour tenter de comprendre comment s'est transformée notre démocratie sous les coups de boutoir du nouvel ordre mondial qui s'est progressivement imposé à nous depuis 50 ans, j'ai voulu analyser la façon dont s'était opérée l'instauration de cet ordre mondial, issu des recommandations à la Trilateral entre autres, depuis 50 ans.

Les années 70 à 75

- **1971** : aux Etats-Unis, Richard Nixon supprime la convertibilité du dollar par rapport à l'or dans les pays autres que les Etats-Unis et inaugure ainsi le système dit des changes flottants ;
- **1972** : publication du rapport « **Les limites à la croissance** ou **rapport Meadows** du nom de 2 de ses auteurs, le couple Meadows, commandé par le Club de Rome, émanation de l'OCDE, et réuni pour la première fois à Rome en Avril 1968 ;
- **1973** : premier choc pétrolier. L'OPEP, créée en 1960 pour s'opposer à la puissance monopolistique des *7 sœurs*, les compagnies pétrolières qui avaient les *pleins pouvoirs* sur le cours du pétrole et imposaient leurs prix aux pays producteurs, commence sa montée en puissance. Leur politique de nationalisation de la production devient effective au début des années 70 et leur permet d'influencer le cours du baril de pétrole et ainsi d'augmenter leurs revenus. En 1973 l'OPEP décide donc une réduction significative de la production et un embargo contre les États-Unis et les Pays-Bas qui avaient soutenu Israël lors de la guerre du Kippour conduite par une coalition de l'Égypte et de la Syrie. Le baril passe brutalement de **3 dollars environ à 12 dollars**. Suite au premier choc pétrolier et au dérèglement du marché des changes, création par la CEE des eurodollars puis du SME. Progressivement les bénéfices générés pour les pays producteurs par l'augmentation du prix du baril s'investissent en achats d'armement et biens de consommation, et se traduisent pour les pays importateurs par une baisse du pouvoir d'achat et une forte inflation ;
- **1973** : coup d'état militaire qui renverse Allende au Chili, organisé avec l'aide des services secrets américains et mise en place du régime Pinochet, qui, le premier, va appliquer une politique néolibérale sous l'influence de Milton Friedman prix Nobel d'économie en 1976 ;
- **1973** : création de la Trilateral, émanation directe du Groupe de Bilderberg, créé dans les années 50 et qui rassemble le gratin mondial des puissants de ce monde, son président actuel (2019) est le français Henri de Castries, PDG d'AXA ;
- **1974** : pour lutter contre le déficit public, Pinochet abandonne tous les types de subventions. Seul le budget de la défense augmente de 65 % en 1974. Contre l'inflation, il interdit toute activité syndicale de sorte qu'aucune pression ne s'exerce sur les salaires. Programme de privatisation (96 % des entreprises publiques) ;
- **1975** : chute de Saigon et désengagement des Américains au Vietnam, mort du général Franco, arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping.

Le rapport sur la démocratie de 1975 à la Trilateral se situe donc dans un contexte géopolitique en pleine transition. Pour mémoire, Huntington, le rapporteur américain, est aussi l'inventeur de la stratégie dite de l"*"urbanisation forcée"* au Vietnam. Cette stratégie consistait, par les bombardements, le napalm, les bombes à billes et à fléchettes, les défoliants, etc., à rendre les campagnes et les villages inhabitables afin de contraindre les populations paysannes à s'entasser dans les camps de réfugiés (Article de Claude Julien susmentionné). On a vu l'efficacité de cette stratégie.

Pour résumer les choses, en 1975, les élites économiques réunies au sein de la Trilateral se trouvent confrontées aux principaux constats suivants :

- **L'hégémonie politique mondiale des Etats-Unis** a été affaiblie par la défaite au Vietnam, mais de nouveaux marchés s'ouvrent en Asie et l'hégémonie économique a été renforcée par la décision de Nixon de 71 et le remplacement de l'étalon-or par l'étalon-dollar dans les échanges internationaux ; en revanche l'émancipation des pays pétroliers réunis au sein de l'OPEP constitue une nouvelle menace pour l'approvisionnement en énergie des pays développés
- **Au plan militaire, les guerres de décolonisation** sont en grande partie terminées et après les idéaux révolutionnaires, se mettent en place progressivement des régimes plus ou moins corrompus et plus ou moins dictatoriaux sur lesquels les institutions mondiales comme la Banque Mondiale et le FMI pourront exercer un contrôle absolu via le mécanisme de la dette, du fait de leur faiblesse économique
- **Le modèle démocratique sur lequel repose l'économie libérale est menacé, à l'intérieur même des démocraties**, par l'émergence au plan politique de nouvelles classes sociales, les Noirs aux Etats-Unis, les jeunes, les cols blancs, intellectuels ou journalistes... Emergent en parallèle de nouvelles formes de contestation violente à travers des mouvements comme la Bande à Baader ou les Brigades Rouges
- **Le modèle de développement économique est menacé par la découverte du caractère limité des ressources planétaires** après une période de reconstruction « glorieuse » très consommatrice en énergie et matières premières mais qui a permis aux classes les plus riches de reconstituer leur capital et les revenus afférents, et aux classes moyennes et inférieures de capter jusqu'à 12% de la croissance. Cette prise de conscience va se faire aussi dans la population, en particulier après la publication du rapport Meadows et susciter l'apparition d'une « conscience » écologique.

Les années 1973-1975 constituent un tournant crucial pour « l'ordre du monde ».

Face aux enjeux ainsi posés et aux menaces qui en découlent pour l'ordre du monde, il importait que ces élites économiques prennent des décisions fortes pour continuer à exercer leur domination et développer leur suprématie économique. Décider en l'occurrence du modèle global le mieux à même de concourir à ce but. Ce modèle, qui n'était pas nouveau et s'appelait le néolibéralisme, leur a été fourni par les travaux des think tanks et officines diverses travaillant pour ces milieux d'affaires.

A la fin des années 60, sous l'effet de la peur devant les évènements de 1968-69 dans le monde, sont remises au goût du jour des idées issues du **colloque Walter Lippmann**, rassemblement de 26 économistes et intellectuels libéraux organisé à Paris du 26 au 30 août 1938, sous l'impulsion de Walter Lippmann, l'américain, et de Friedrich Hayek, le britannique né autrichien. Un an après, c'est la déclaration de guerre et les théories de ces intellectuels sont mises provisoirement sous le boisseau.

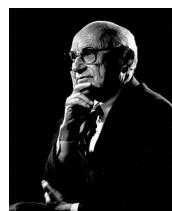
J'ai tenté d'en savoir plus sur ce qui rapprochait ou différenciait ces 2 économistes. Dix ans séparent l'aîné, Lippman, du second, Hayek.



Après guerre, Lippman défend un concept de « good society (La cité Libre) qui désigne une société établie à grande échelle marquée par la division du travail, le commerce et les grandes villes. Pour Lippmann, la Grande société, prônée par certains, doit devenir une *bonne société* et pour ce faire adopter un certain nombre de lois sociales. Hayek au contraire a tendance à vouloir réduire leur rôle et à les subordonner à des lois abstraites. Pour Lippman, les politiques et le gouvernement doivent trancher des conflits entre intérêts opposés et créer de l'intérêt général et de l'harmonie. Pour Hayek, tenant de « l'ordre spontané », la démocratie est un moyen et pas une fin en soi. C'est Hayek qui fonda le 10 avril 1947 « **La Société du Mont Pèlerin** » lors d'une conférence réunissant un certain nombre d'économistes mondiaux au Mont Pèlerin en Suisse, mais à laquelle, j'ai vérifié, ne participait pas Lippman. Des travaux de cette société sortirent 3 écoles économiques :

- l'école autrichienne (Hayek),
- l'école de Chicago (Milton Friedman)
- l'ordolibéralisme (Röpke et Eucken).

Il semble bien que Lippman ait perdu la bataille contre Hayek. C'est en effet Hayek, qui obtiendra le Prix Nobel d'économie en 1974 (avec G. Myrdal), l'année même de la mort de Lippman, pour « ses travaux pionniers dans la théorie de la monnaie et des fluctuations économiques et pour son analyse de l'interdépendance des phénomènes économiques, sociaux et institutionnels».



Mais c'est leur benjamin, Milton Friedman, le porte-parole de l'école dite de Chicago, Prix Nobel d'économie en 1976, qui apparaît comme le grand vainqueur de cette compétition hors normes pour imposer un nouvel ordre du monde. Depuis 1956, il donne des cours à l'université de Chicago à des étudiants en économie de l'Université pontificale catholique du Chili dans le cadre d'un accord signé entre les deux universités, d'où sortiront les fameux Chicago boys. En 1975 il est invité au Chili par Pinochet dont il inspirera la nouvelle politique économique ultralibérale. Conseiller officieux du candidat républicain Ronald Reagan, il rejoint son comité économique quand ce dernier est élu en 1982 à la Maison-Blanche où il restera jusqu'en 1988. C'est à lui qu'on doit cette phrase, réponse indirecte à la formule de Huntington dans son Rapport sur la Démocratie à la Trilateral (« **Nous en**

sommes arrivés à reconnaître qu'il y a des limites potentiellement désirables à la croissance économique» :

« L'idée qu'on pourrait éliminer toute pollution, ou même qu'il existerait un niveau « optimal » de pollution, est absurde. La pollution fait, par définition, partie de notre univers. Nous polluons dès lors que nous respirons. On ne va pas fermer les usines sous prétexte d'éliminer tous les rejets d'oxyde de carbone dans l'atmosphère. Autant se pendre tout de suite ! Nous devons donc nécessairement nous contenter de solutions imparfaites. Le problème n'est pas de courir après la pollution zéro, mais de savoir quelle est la technique la moins pénalisante. Il me semble que ce sont les taxes. »

Dès lors, à l'aube des années 80, au moment (1979) de l'élection de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, la messe est dite. Sous l'impulsion des experts économiques du néolibéralisme (Lippman, Hayek, Friedman, pour ne citer qu'eux) et avec la complicité de la classe politique au pouvoir dans les pays dominants, les milieux d'affaires ont définitivement pris le contrôle des états et des politiques.

Le constat effectué par les chercheurs du MIT d'un monde fini et de ressources largement épuisables a disparu du champ « conceptuel » des élites dirigeantes. Tout s'est passé comme si le lobby mondial des affaires avait raisonné selon une logique simpliste : **notre intérêt avant toute chose, le reste attendra !**

De la formule de Huntington, ne reste plus que la seconde phrase : « **Il y a aussi des limites potentiellement désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique».**



La mise en musique

Pour fonctionner, le nouvel ordre économique mondial doit :

- ✓ **Contrôler la politique des états** : il s'agit de s'assurer de la mobilisation de la classe politique partout dans le monde pour appliquer ces thèses et d'utiliser les états comme des rouages au service de la politique économique des grands groupes industriels et financiers
- ✓ **Veiller à contenir la contestation populaire** engendrée par une paupérisation croissante : la « masse » populaire, considérée comme une variable d'ajustement, sera mise au pas grâce à des mécanismes classiques : baisse du nombre d'emplois et chômage, déqualification du travail, méthodes managériales, manipulation de la consommation...

Dans les deux cas, les méthodes sont connues et anciennes, elles ont été expérimentées grandeur réelle dans leur version volontariste dite « néolibérale » (le Chili) et les deux principales puissances économiques mondiales les adoptent avec le succès que l'on sait dans les années 80. Il s'agit donc d'étendre cette magnifique réussite au monde entier dont on prétend monopoliser les ressources, les échanges et le fonctionnement global, en asservissant les peuples à un ordre unique qui ne connaît pas d'alternative (le There Is No Alternative de Mrs Thatcher).

Ce passage à la généralisation du modèle va nécessiter des moyens supplémentaires adaptés à des pays dits démocratiques, que je classerais en deux grandes catégories :

- ✓ **L'utilisation du système de la dette pour asphyxier les états** et contraindre leurs dirigeants à accepter les conditions imposées par les institutions internationales
- ✓ **L'utilisation du conditionnement médiatique** pour saper de l'intérieur l'organisation démocratique

Là encore, les méthodes ne sont pas nouvelles en elles-mêmes, ce qui l'est c'est l'application de ces méthodes au service d'une politique volontariste et délibérée. En effet, comme l'avait bien vu Huntington en 1975 il faut impérativement que l'économie prenne le contrôle des états et des nations en liquidant un système de gouvernement archaïque et totalement périmé, la démocratie, et le remplacer par un autre, beaucoup plus efficace, qu'on pourrait appeler dictature libérale, dont la Chine – ironie de l'histoire - représente aujourd'hui, beaucoup mieux que les pays occidentaux, un bon archétype. Les « démocraties dites « illibérales » actuelles (bel euphémisme) n'en sont qu'une bien pâle copie.

La dette pour asphyxier les états

- *La dette des Etats-Unis* : J'ai évoqué la décision de Richard Nixon (due, selon les historiens au coût insupportable que représentait alors la guerre du Vietnam pour les Etats-Unis) d'instaurer la non-convertibilité du dollar en or. Il en est résulté une montée astronomique du prix de l'or, jusqu'à 600 dollars l'once en 1980 (David Graeber, Dette, 5000 ans d'histoire).

Mais le plus important n'est pas là : selon Graeber, les dollars créés par les banques ont remplacé l'or comme monnaie de réserve mondiale et sont devenus l'ultime « instrument à conserver de la valeur » dans le monde et a donc conféré aux Etats-Unis une puissance inégalée (p.446). En même temps cette puissance se fonde sur un paradoxe, **c'est sa dette en dollars qui fait des Etats-Unis la première puissance mondiale** ! En effet, les déficits commerciaux génèrent un nombre colossal de dollars circulant à l'extérieur du pays et, après la décision de Nixon, les banques centrales des autres pays, n'ont plus qu'une ressource : acheter des bons du Trésor américains. C'est cela, nous dit Graeber, la transformation du dollar en « monnaie de réserve » à l'échelle mondiale. Or, dit-il encore en citant l'économiste Michael Hudson, ces prêts consentis par les états sous forme de bons du Trésor ne leur seront jamais remboursés. Dans la mesure où ils sont intégrés à la base monétaire mondiale, elles seront reconduites à l'infini, autrement dit, « **c'est une taxe imposée à toute la planète** » ! Magnifique tour de passe-passe, qui montre bien la nature intrinsèquement perverse et idéologique de ce qu'on appelle la dette et qu'illustre parfaitement encore l'exemple cité par Thomas Piketty (Capital et idéologie) de Haïti : *pour compenser l'abolition de l'esclavage, le gouvernement de Charles X imposa à l'île une dette de 150 millions de francs-or pour rembourser les propriétaires français des terres et des esclaves, soit environ 40 milliards d'euros d'aujourd'hui, soit encore 2% du revenu national français de l'époque et 300% du revenu national d'Haïti. Ce qui signifie que Haïti, hors commissions bancaires, aurait dû payer éternellement chaque année l'équivalent de 15% de sa production, uniquement pour acquitter les intérêts bancaires de sa dette, sans même commencer à rembourser le principal.*

La dette moderne n'est pas une dette purement monétaire contractée entre deux parties égales mais un moyen utilisé par le prêteur pour contraindre le débiteur à accepter la totalité des conditions qu'il lui impose. Le film de Costa-Gavras à propos de la crise grecque, *Adults in the room*, inspiré du livre de Varoufakis, démontre parfaitement cette mécanique qui associe étroitement les ministères des finances des pays de l'UE avec les prêteurs.

- *Le financement de l'emprunt d'état par les banques privées* : En 1973, en France, sous Giscard d'Estaing, est votée une loi imposant à l'Etat de passer par les banques privées ou les marchés pour financer sa dette. A noter que, en 1973, la France n'était quasiment pas endettée. Alors pourquoi une telle décision ? J'emprunte ce qui suit à une excellente analyse de **Jean-Luc Schaffhauser** très éclairante sur ce qui nous a amené à la situation mondiale dans laquelle nous sommes et dont la crise grecque est une illustration extraordinaire et prototypique. (<https://www.atlantico.fr/decryptage/269187/loi-1973-prets-etats-banques-privees-interdiction-banques-centrales-argent-taux-zero-jeanluc-schaffhauser>). Cette loi française de 1973, directement inspirée du système américain de la FED (réserve fédérale américaine), **interdit à la Banque centrale de faire des avances au Trésor**. Dit autrement, de prêter directement à l'État de l'argent à taux zéro ou à un taux équivalent à celui qui prévaut lorsque la Banque centrale prête de l'argent aux banques. Il s'agit d'éviter, de la part de l'état un recours trop facile à la « planche à billets » pour lui permettre de financer sa dette. Avec cette loi, la France changeait en réalité de monde en mettant à mort le système qui pourtant avait permis sa reconstruction et son renouveau industriel. Fin de la planche à billets, mais fin aussi du système des emprunts d'état, qui évitait toute dépendance vis-à-vis du système bancaire. Ce système des nouvelles banques centrales, mettant le **système privé au centre**

du financement public, va bientôt devenir mondial. Entre 1990 et 2001, 34 pays vont abandonner leur capacité à faire financer les excédents de dépenses publiques par leurs banques centrales pour la confier à l'industrie de la finance privée. Désormais, cette logique est comme on le sait inscrite dans le marbre des TraitéS européens qui interdisent à la Banque centrale européenne de procéder à des avances au bénéfice des États, au même taux qu'elle prête pourtant aux banques. Jean-Luc Schaffhauser conclut ainsi : « **Ou bien l'État met sous contrôle la finance ou bien la finance met l'État sous son contrôle.** Soit c'est le peuple qui est le souverain (via ses élus), soit c'est le système financier (agences de notation, banques, institutions financières) qui est le souverain, dictant au peuple et à ses élus, la politique à suivre. Et comme conséquence, un pouvoir qu'on ne peut plus sanctionner, puisqu'il n'est pas élu et n'a même pas de "visage". La dépossession progressive de toute latitude monétaire des États ne pose donc pas seulement un problème économique. Elle représente aussi un effroyable déni de démocratie, la volonté et les intérêts des acteurs de la finance primant de facto sur ceux des peuples. »

- « *L'open space* » du marché mondialisé : parallèlement à la nécessité de passer par le système privé pour financer les États, les grandes institutions financières nord-américaines, via leurs think-tanks, poussèrent à l'émergence d'un marché mondial totalement ouvert et non régulé. En mettant en concurrence l'ouvrier occidental avec l'ouvrier chinois et en laissant les capitaux librement circuler, ce système contribua au creusement structurel des déficits commerciaux occidentaux au profit des pays émergents. Avec la concurrence fiscale et les délocalisations, la dette a donc mécaniquement augmenté. Par ces mesures, l'industrie financière occidentale est ainsi parvenue à imposer son pouvoir sur d'autres secteurs économiques en maîtrisant quasi totalement, l'un des nerfs névralgiques de la guerre : l'évaluation économique de la réalité. **Le système financier a littéralement enfermé techniquement les États occidentaux dans l'endettement.** Là-dessus, les chiffres parlent d'eux-mêmes mieux que tout : aujourd'hui, en France, sur les **1700 milliards de dettes publiques**, l'intérêt payé de la dette est de **1454 milliards** et cet intérêt payé équivaut à lui seul à la dette avant la crise de 2008 ! Autrement dit la dette et les économies qu'elle impose dans tous les domaines de la vie sociale est reversée à 85% aux banques ! Tous les programmes économiques de remboursement de la dette qu'on nous impose depuis des décennies au motif de ne pas obérer le pouvoir d'achat des générations futures ne servent qu'à une seule chose : enrichir les banques.
- *Un système orchestré par les institutions financières internationales* : **Eric Toussaint** évoque cette question au sein du réseau Voltaire, suite à la crise de 2008 (<https://www.voltairenet.org/article154881.html>?). Je cite donc de larges extraits de son argumentation. Le FMI est une institution qui, depuis plus de 60 ans, exige avec la plus grande violence que les dirigeants des pays en développement appliquent des mesures économiques servant l'intérêt des riches créanciers et des très grandes entreprises. Dans ce but, durant les dernières décennies, le FMI a apporté un soutien essentiel à de nombreux régimes dictatoriaux et corrompus. Toute réforme du FMI ne pourra se faire sans l'aval des États-Unis qui détiennent une minorité de blocage absolument inacceptable. Tout projet de réforme modifiant les rapports de force internationaux sera donc bloqué par les représentants des grands créanciers. Quant à la Banque Mondiale, créée après les accords de

Bretton Woods en 1945 et premier prêteur d'argent d'origine publique au monde, sa devise (« Notre rêve, un monde sans pauvreté ») ne doit pas faire oublier que fondamentalement, elle souffre d'un grave vice de forme : elle sert les intérêts géostratégiques des États-Unis, de leurs grandes entreprises et de leurs alliés, indifférente au sort des populations pauvres du tiers-monde. Une très grande quantité des prêts octroyés par la Banque mondiale a servi à mener des politiques qui ont provoqué des dégâts sociaux et environnementaux considérables, dans le but de faciliter l'accès à moindre coût aux richesses naturelles du Sud. Elle a soutenu les politiques d'ajustement structurel promues par les grandes puissances et le FMI, conduisant à une réduction drastique des budgets sociaux, la suppression des subventions aux produits de base, des privatisations massives, une fiscalité qui aggrave les inégalités, une libéralisation forcenée de l'économie et une mise en concurrence déloyale des producteurs locaux avec les grandes multinationales, mesures qui ont gravement détérioré les conditions de vie des populations et vont dans le sens d'une véritable colonisation économique.

Les résultats à l'aube des années 2020, on les a sous les yeux :

- ❖ *Progression massive des inégalités* particulièrement depuis les années 80 au profit d'une frange minime (environ 0,1%) de la population mondiale et au détriment de tous les autres. C'est ce que démontre le livre de Thomas Piketty, Capital et idéologie (2019). Merci à Gérard Audibert de nous en avoir fait récemment un résumé illustré. J'en ai retenu par exemple le graphique montrant les rapports entre le revenu moyen des 10% les plus riches et le revenu des 50% les plus pauvres, 8% en Europe en 2018. Si l'on compare les revenus des 1% les plus riches avec celui des 50% les plus pauvres, c'est 25% !
- ❖ *Opacité économique et financière croissante* : Piketty l'évoque au chapitre XIII, en particulier pour la mesure et l'enregistrement des revenus et patrimoines financiers.
- ❖ *Austérité comme politique sociale* dans la plupart des pays, où toutes les restrictions budgétaires sont justifiées par la fameuse nécessité de réduire la dette, l'UE en ayant fait, sous l'impulsion de l'Allemagne son seul credo économique.
- ❖ *Faillite de nombreux pays*, qui ne survivent que sous assistance des instances internationales qui les contrôlent.

L'utilisation du conditionnement médiatique

Il importe pourtant d'obtenir le soutien de « l'opinion publique » devenue le juge de paix de la démocratie du XXIème siècle, où ce sont les sondages qui déterminent l'orientation des politiques (dans des limites strictement imposées de l'extérieur).

Le conditionnement médiatique est donc essentiel à la formation du fameux consensus mais aussi à la construction de ***l'apathie politique*** souhaitée par Huntington. Pour y arriver, là encore les moyens sont connus.

- **Technique** : J'ai entendu il y a quelque temps sur France-Culture une émission avec Barbara Stiegler, auteur d'un livre : "Il faut s'adapter. Sur un nouvel impératif politique". Dans cette émission, elle avait prononcé cette phrase qui m'avait frappée : **La démocratie devient une technique politique de fabrication du consentement des masses** Elle se référait à Walter Lippman (*le revoilà...*), dont elle parle beaucoup dans ce livre. Dans la théorie de Lippmann, «*les intérêts communs éludent entièrement l'opinion publique et ne peuvent être gérés que par une classe spécialisée dont l'intérêt personnel se situe bien au-delà du plan local. L'exercice de la démocratie doit donc être confié à une classe spécialisée et avisée, une élite politique.*» Il s'agit donc de mettre en place un gouvernement d'experts. Pour que ce gouvernement d'experts soit accepté par l'opinion publique et que ses décisions ne soient pas mises en cause, Lippmann étudie les techniques de manipulation de l'opinion publique (*Public Opinion*, 1922). Manipulation par la propagande qui devient « manufacture of consent » (la « **fabrique du consentement** »). Pour lui, «*La création du consentement n'est pas une discipline nouvelle. Elle est très ancienne et avait prétendument disparu avec l'apparition de la démocratie. Mais elle ne s'est pas éteinte. Elle a en réalité énormément gagné en technique...*» Ce gain en technique, ce sont les dispositifs médiatiques considérés par le public comme des « *fontaines de vérité* ». Investis du statut de «*sources de connaissances*», les médias sont au premier plan pour toucher l'opinion publique. Mais si, en démocratie, la fabrique du consentement a gagné en technique (les media) et en expertise (les fameux experts professionnels interrogés à tout bout de champ par ces mêmes media), la technique ne suffit pas, il faut y rajouter le savoir-faire.
- **Savoir-faire** : là encore les moyens existent et depuis longtemps. Dans la pièce de Julie Timmerman, « Un démocrate », est ainsi présenté le parcours d'**Edward Bernays**. Ce Bernays, neveu et adepte de Freud vivant aux Etats-Unis, a su tirer tout le parti commercial possible des découvertes de son oncle. C'est lui l'inventeur des relations publiques, l'auteur de « Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie ».



En 1917, le gouvernement américain veut convaincre la population américaine qui y est largement hostile de rentrer en guerre aux côtés de la France et de l'Angleterre. Il crée la commission Creel (Committee on Public Information) mobilisant un grand nombre d'intellectuels, de journalistes, de penseurs, et Edward Bernays ! il va mettre en place, au

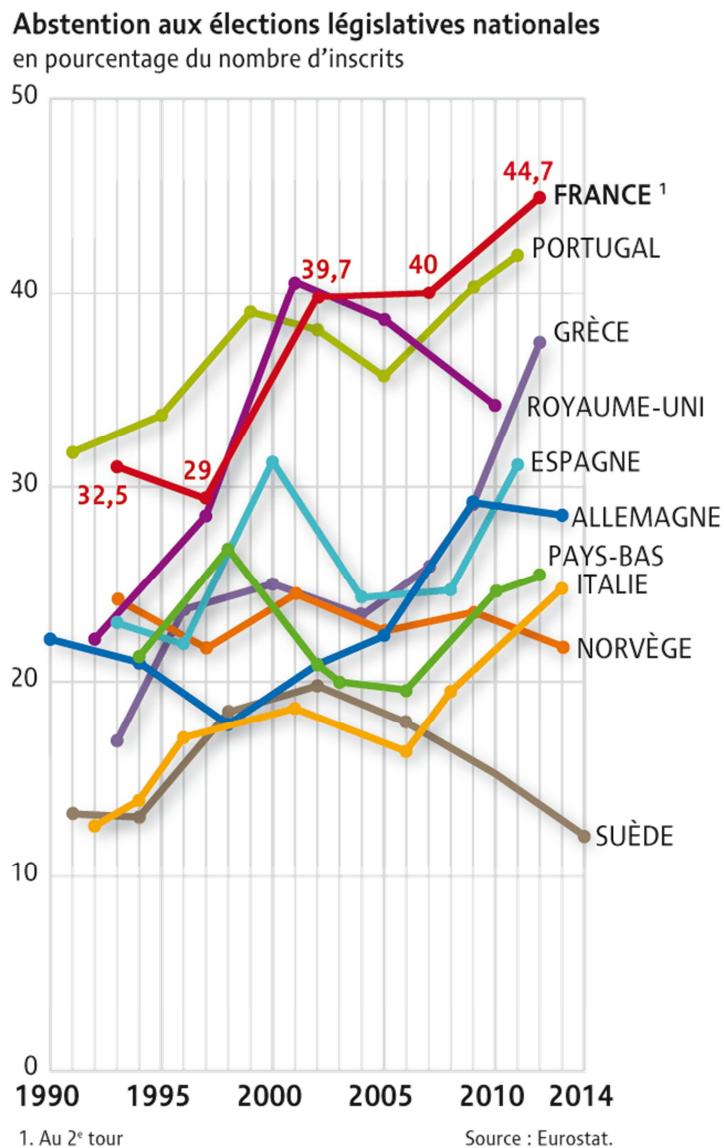
sein de cette commission, tout un ensemble d'outils et de méthodes destinés à gérer les foules et finalement à faire basculer rapidement l'opinion. Et ils vont réussir avec panache. Les bases de la propagande moderne sont jetées. (<https://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/edward-bernays-la-fabrique-du-33487>)

- *Langage* : comme l'a bien vu Orwell, un moyen efficace consiste à s'attaquer au langage lui-même pour le saper et vider les concepts de leur sens. C'est tout l'intérêt de la novlangue que nos technocrates du XXI^e siècle maîtrisent désormais parfaitement. L'euphémisation du langage est un outil redoutable que les technocrates apprennent dès leurs premiers pas à l'ENA. A l'euphémisation, s'ajoutent la superlativisation, la spécialisation, avec des mots dérivés des sciences ou des techniques....
- «*Décérébration* » des masses : au nom d'un certain ordre démocratique (facile puisque le pouvoir politique, détenteur de cet ordre démocratique, est devenu un instrument de la cause économique), il devient légitime de vider de sens non seulement les concepts mais aussi toutes nos « valeurs » démocratiques. Comment s'étonner qu'aujourd'hui les thèses de l'extrême-droite soient banalisées et promues dans le monde entier ? Comment s'étonner que les dictatures qui se mettent en place soient communément taxées par les journalistes de « démocraties illibérales » (cela ne ressemble-t-il pas à un oxymore ?). Il faut dire que les tenants de l'économie mondialisée ont su merveilleusement profiter du potentiel gigantesque des nouvelles technologies, à côté desquelles, les armes de la Propagande utilisées par Bernays nous paraissent aujourd'hui dater de l'âge de pierre. Le numérique est un extraordinaire outil d'ouverture sur le monde, sur la culture, sur la relation aux autres, sur l'apprentissage, c'est une technique ubiquitaire et créative. Il est devenu la trame même de notre rapport au monde et aux autres, au point que peu d'entre nous aujourd'hui imaginent pouvoir s'en passer. Et pourtant, c'est aussi le meilleur instrument de contrôle jamais imaginé et utilisé par l'espèce humaine jusqu'à maintenant. D'autant plus performant qu'invisible et quasi-indétectable. Quoi de mieux que le développement d'une culture numérique généralisée pour concourir à l'abrutissement démocratique ? Sur internet, tous les programmes, vidéo, jeux numériques... captent notre attention pour la vendre aux annonceurs, s'inscrivant en cela dans la continuité des médias traditionnels dont la mission économique avait été, avec une terrible acuité, résumée par Patrick Le Lay, ancien patron de TF1 : « **Pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible** ». Il avait bien compris le message que nous a laissé Herbert Simon, il y a près de cinquante ans : « l'information consomme l'attention de ceux qui la reçoivent » (H. Simon, 1971). Ce qui devient rare, **c'est la capacité à utiliser cette information, et donc l'attention dont disposent les individus pour la traiter.**

Les résultats à l'aube des années 2020

- ❖ *Crise des institutions* : croissance des taux d'abstention dans les pays dits démocratiques. D'après le graphique suivant, la France serait, sinon une exception en Europe, en tout cas

une des championnes de l'apathie politique en Europe... avec une abstention régulièrement croissante depuis 1995 aux élections législatives (de 30 à 45%).

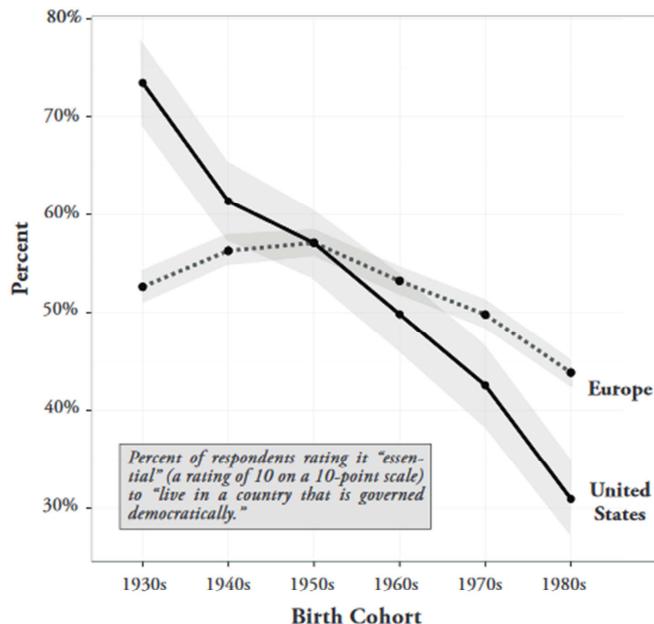


Cité par le Monde Diplo de Janvier 2015

- ❖ *Désintérêt pour le système démocratique* lui-même, les résultats des sondages rapportés par le Journal of Democracy en 2016 (voir ci-dessous) sont dérangeants : plus on est jeune et moins il paraît essentiel de vivre en démocrate; en outre, la démocratie pour les jeunes ne serait pas un gage de bonne gouvernance d'un pays.
- ❖ *Attente d'autorité ou illusion de l'expertise* : selon ces sondages, une forte proportion des jeunes, tant aux Etats-Unis qu'en Europe estiment que voter ne sert à rien ; les jeunes sont moins attachés que leurs parents à la démocratie ; aux Etats-Unis, 49 % des sondés approuveraient un gouvernement d'experts ;

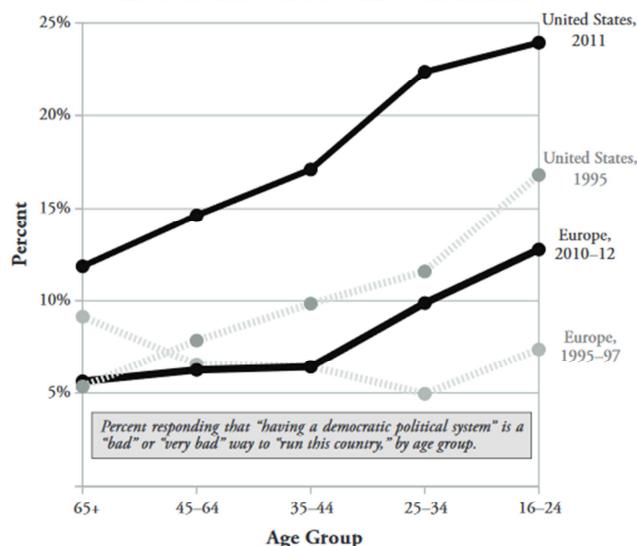
- ❖ *défiance envers les institutions*, les partis politiques, les hommes politiques professionnels et la politique en général, considérée comme lointaine, ou comme un obstacle à l'autonomie des choix individuels. C'est en gros le Mouvement 5 étoiles en Italie.

FIGURE 1—“ESSENTIAL” TO LIVE IN A COUNTRY THAT IS GOVERNED DEMOCRATICALLY, BY AGE COHORT (DECADE OF BIRTH)



Source: World Values Surveys, Waves 5 and 6 (2005–14). Data pooled from EU member states. Valid responses: United States, 3,398; European Union, 25,789. Bootstrap 95 percent confidence intervals are shown in gray.

FIGURE 2—“HAVING A DEMOCRATIC POLITICAL SYSTEM” IS A “BAD” OR “VERY BAD” WAY TO “RUN THIS COUNTRY”



Source: World Values Surveys, Waves 3 to 6 (1995–2014). Data for Europe includes a constant country sample in both waves: Germany, Sweden, Spain, the Netherlands, Romania, Poland, and the United Kingdom. Valid responses: United States, 1995: 1,452; United States, 2011: 2,164; European countries, 1995–97: 6,052; European countries, 2010–12: 8,197.

- ❖ *Montée de la tentation autoritaire* : en France les travaux des chercheurs en sociologie d'Aix en Provence, rattachés au Camp des Mille, ont mis au point un Indice d'Analyse et d'Alerte Républicaine et Démocratique (AARD) <http://www.campdesmilles.org/faislepourtoi/>. Voici un extrait du commentaire de l'évolution de cet indice : « L'évolution de l'indice entre 1990 et 2018 représente **une multiplication par plus de 4 des risques pour la démocratie en France**. C'est une tendance lourde s'agissant d'une période de 28 ans. Cet indice fait ressortir une autre conclusion majeure, convergente avec nos analyses qualitatives : nous serions aujourd'hui en France au début de l'étape 2 du processus historiquement récurrent dans les grands crimes de masse, **celle qui ouvre la possibilité d'une évolution institutionnelle vers l'instauration d'un régime autoritaire**».
- ❖ *Montée des intégrismes religieux* : on connaît le rôle des services américains dans le soutien à l'islamisme pendant la guerre russe en Afghanistan et l'émergence du symbole que fut Oussama Ben Laden. Les mêmes américains ne se sont guère préoccupés, pendant longtemps, du rôle joué par les Frères musulmans en Egypte ou par le wahabisme en Arabie saoudite. Quant à leur soutien sans faille à la politique expansionniste d'Israël, il est encore moins besoin de le rappeler.
- ❖ *La société du spectacle* : le spectacle est devenu une métaphore de la vie, qui acquiert la contingence de la marchandise. Guy Debord l'annonçait dès 1967 dans « La société du spectacle » : Le spectacle constitue le modèle présent de la vie socialement dominante. Il est l'affirmation omniprésente du choix déjà fait dans la production et la consommation corollaire. Forme et contenu du spectacle sont identiquement la justification totale des conditions et des fins du système existant ». J'ajouterais que, comme l'annonçait prophétiquement le film de 2006 de Mike Judge, *Idiocracy*, la « scène politique » est elle-même devenue tellement caricaturale dans la bêtise, l'anti-intellectualisme, le mercantilisme et le mépris de la nature que la démocratie n'est même plus crédible.

Que nous réservent les années 2020 ?

En 50 ans, on a changé l'ordre du monde, enrichi considérablement 0,1% de la population mondiale et appauvri les 99,9% restants. On a drastiquement sapé le modèle démocratique de gouvernement. On a précipité le système terre dans une évolution climatique porteuse de conséquences dramatiques pour l'humanité et engendré une pollution catastrophique et irréversible de la Terre.. On a inventé un des systèmes d'information et de communication les plus performants qu'on ait jamais rêvé. On est passé de 3,5 à 7,5 milliards d'habitants sur terre. L'espérance de vie a augmenté de 11 ans au cours d'un demi-siècle, passant de 71,5 ans sexes confondus en 1967 à 82,5 ans en 2017. Elle progresse moins vite depuis quelques années et n'a gagné que deux mois par an depuis 2010, contre trois en moyenne au cours des cinquante dernières années, laissant penser que l'allongement de la vie pourrait bientôt atteindre ses limites.

Selon Meadows lui-même, nous allons vers « l'effondrement ». Cette théorie de l'effondrement a d'ailleurs été popularisée depuis par certains travaux scientifiques comme ceux du GIEC et par des ouvrages comme ceux de Pablo Servigne (Comment tout peut s'effondrer, de Pablo Servigne et Raphaël Stevens, 2015).

Pour autant, le pire n'est jamais sûr et nul ne peut prévoir la suite. Malgré « l'apathie politique » préconisée par Huntington et largement favorisée par les moyens médiatiques, on voit aujourd'hui émerger timidement de nouvelles contestations, s'engager de nouvelles solidarités et monter un courant de fond de la jeunesse pour que s'instaure une véritable politique de lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle mondiale.

De nouvelles formes de mobilisation politique émergent un peu partout dans le monde. La parenthèse ouverte par les révolutions arabes en 2011 s'est vite refermée dans le sang et la répression autoritaire (Egypte, Syrie, Yemen), pourtant on sait que des graines ont été semées. Cette année, on a vu surgir des mouvements de protestation spontanés et non organisés contre des augmentations du coût de la vie ; surtout on voit, particulièrement dans les pays industrialisés, s'intensifier le mouvement de protestation contre l'inertie mondiale des gouvernements en matière de prévention des changements climatiques. C'est un mouvement qui traverse toutes les classes sociales mais qui, depuis la médiatisation de la grève hebdomadaire de la jeune lycéenne suédoise, Greta Thunberg, touche de plus en plus de jeunes particulièrement en milieu urbain et étudiant. Or la mobilisation sur le climat est nécessairement anti-ordre mondial car il y a incompatibilité totale entre les objectifs des multinationales et la réduction des émissions de CO₂.

Enfin le processus démocratique lui-même ne s'accorde plus des formes de représentation que lui ont concédé les constitutions du XIX^e siècle datant d'une époque où la population était près de 10 fois moins nombreuse qu'aujourd'hui. On sent poindre le vœu de renouer avec une **démocratie de proximité**, au plus près des lieux de vie et de travail, une démocratie qu'on puisse réellement contrôler et faire vivre au quotidien. L'exigence démocratique n'est peut-être plus un vain mot si elle prend forme modestement au coin de la rue, à l'école, dans le quartier ou le village.

Qu'en adviendra-t-il demain ? C'est à vous, mes petits-enfants et toute votre génération, de jouer maintenant et de prendre votre destin en mains !

Jacqueline

Décembre 2019